

16.02.2020 - 08:00 Uhr

Du souhait d'entretenir de bonnes relations avec son « voisin »

Zurich (ots) -

Sensor Advice publie une étude intitulée « Et si on discutait de la Suisse et de l'Europe », qui se penche sur l'état d'esprit de la population face à la politique européenne.

Les électeurs suisses ont un point de vue très diversifié sur les relations entre la Suisse et l'Europe, comme en témoignent des discussions de groupe qui ont été organisées à travers le pays. Ils sont nombreux à appeler de leurs vœux une relation de partenariat et décrivent l'UE comme un « voisin », avec lequel il faut entretenir des relations bien organisées. L'accord-cadre est considéré comme une nécessité, mais il suscite des questions. Quant à l'initiative de limitation, elle répond à certaines inquiétudes, mais n'est pas considérée comme la voie à suivre. L'attitude globalement pragmatique par rapport aux relations entre la Suisse et l'Europe est surtout justifiée par la nécessité de sécuriser les accords bilatéraux.

En novembre 2019, douze groupes de discussion, auxquels 136 électeurs ont pris part, ont été mis sur pied en Suisse alémanique, en Suisse romande et en Suisse italophone. Ces discussions ont révélé un point de vue diversifié sur les relations entre la Suisse et l'Europe. Les accords bilatéraux occupent une place de premier choix dans le débat et cadrent littéralement ce dernier. Ils symbolisent la coopération économique importante entre la Suisse et l'Europe, et constituent aux yeux de beaucoup la meilleure solution pour structurer la relation avec l'UE tout en préservant l'indépendance de la Suisse. Le point de vue sur cette relation entre la Suisse et l'UE conditionne l'analyse de toutes les questions qui sont discutées actuellement. Plus cette relation est assimilée à un partenariat, plus le regard porté sur les accords bilatéraux est positif.

L'accord-cadre : un texte nécessaire mais qui laisse des questions en suspens

Nombreux sont ceux qui estiment qu'un accord-cadre est nécessaire, mais que certains points doivent faire l'objet d'un débat approfondi. Le principal argument en faveur de la conclusion de cet accord est qu'il permet de sécuriser la voie bilatérale et en particulier le rattachement économique, capital pour la Suisse, au marché intérieur européen. Trois positions émergent dans ce débat. Outre les arguments susmentionnés, les défenseurs de l'accord invoquent le partenariat qui unit la Suisse à l'UE ainsi que le renforcement de la souveraineté de notre pays sur la scène internationale. Ceux qui ont une position ambivalente sur l'accord-cadre tempèrent ce point de vue positif à propos des accords bilatéraux en évoquant les points d'interrogation concernant le rattachement juridique et la protection des salaires. Quant aux adversaires véhéments à cet accord, ils voient l'UE sous un jour négatif et considèrent que les valeurs suisses sont menacées. Les aides d'État et la question de la directive relative au droit des citoyens de l'Union n'ont pas été abordées lors des débats.

« L'initiative de limitation » : une mauvaise solution

Nombreux sont ceux qui rejettent clairement cette initiative lors des discussions, en invoquant surtout l'argument de la sécurisation des accords bilatéraux en l'occurrence et la nécessité de ne pas les mettre en péril. Les opposants à cette initiative mettent également en avant le fait que la Suisse a facilement accès à une main-d'œuvre qualifiée, ce qui est important pour notre pays. À côté de ces positions résolument opposées à l'initiative, des avis plus mitigés ont aussi été exprimés. Ceux qui ont une position ambivalente attirent l'attention sur les défis à relever au niveau de la sécurité sociale et des salaires, auxquels cette initiative n'apporte cependant pas la solution à leurs yeux. Ils souhaitent par ailleurs une certaine forme de contrôle, ce qui est également l'argument principal invoqué par les partisans de l'initiative.

Incidences de la politique étrangère sur la politique intérieure

La Suisse présente une grande diversité mais les principaux arguments avancés sont les mêmes dans l'ensemble des régions linguistiques. De nombreuses personnes souhaitent que les relations avec le « voisin » européen soient structurées comme un partenariat. Force est de constater que les questions de politique étrangère ont toujours des implications sur la politique intérieure. Dans une démocratie directe, les interdépendances internationales et la mondialisation ne concernent pas uniquement les politiques, elles intéressent aussi les citoyens.

Quelques informations sur notre méthode : l'analyse qualitative de discussions de groupe

Les participants aux douze groupes qui ont débattu selon un schéma précis ont été sélectionnés de manière à assurer un équilibre entre les hommes et les femmes, entre les différentes tranches d'âge, les niveaux de formation et les opinions politiques. Les débats ont été enregistrés et transcrits de manière anonyme puis ont fait l'objet d'une analyse qualitative. Chaque groupe a commencé par une discussion spontanée sur les relations entre la Suisse et l'Europe, puis la réflexion a été approfondie sur deux ensembles thématiques concernant la politique européenne actuelle : « l'accord-cadre » et « l'initiative de limitation ».

Contact:

Sara Käch, associée Sensor Advice
Téléphone : 079 208 16 33, courriel : sk@sensoradvice.ch

www.sensoradvice.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100073406/100841824> abgerufen werden.